



NOTE CONCEPTUELLE

5ème Réunion de Coordination du GIMAC avec l'UA, les
CERs sur l'intégration du Genre dans l'Union Africaine



5ème Réunion de Coordination du GIMAC avec l'UA, les CERs sur l'intégration du Genre dans l'Union Africaine

Thème de l'année

'La mise en œuvre de la ZLECAf - Briser les Barrières Commerciales des Femmes et des Jeunes Africains pour Assurer leur Inclusion'

Dates:

13 - 15 Juillet 2023

Location:

Nairobi, Kenya



@GimacNetwork

Email: info@genderismyagenda.org





La ZLECAf a le potentiel d'augmenter le commerce intra-africain de 81 %, de sortir 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté et d'augmenter les revenus de l'Afrique de 450 milliards de dollars d'ici 2035.

Introduction

La réunion de la société civile sur « l'accélération de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) » est un rassemblement important qui se tiendra en juillet 2023. Elle marque les 20 ans de l'adoption du Protocole de Maputo, célèbre 5 ans de travail de plaidoyer percutant par le Réseau de jeunes du GIMAC et 20 ans de travail de plaidoyer du réseau GIMAC. La réunion vise à aligner les efforts et à tirer parti des réalisations dans la promotion de l'égalité

des sexes et de l'autonomisation économique des femmes dans le contexte de la ZLECAf.

L'interaction entre le Protocole de Maputo et la ZLECAf se caractérise par leur engagement commun à faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique. En alignant leurs objectifs et leurs stratégies, ces deux cadres peuvent se renforcer mutuellement et contribuer à créer un continent plus inclusif, équitable et prospère





Le commerce est un puissant moteur de croissance économique et de développement en Afrique.



où les femmes peuvent pleinement participer.

La réunion favorisera la collaboration, partagera les meilleures pratiques et générera des **recommandations concrètes** pour maximiser la participation des femmes et les opportunités dans le cadre de la ZLECAf

Le Réseau GIMAC, en partenariat avec la Direction Femmes, Genre et Jeunesse (DFGJ) de la Commission de l'Union africaine (CUA),

l'Envoyée Spéciale de la CUA pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), ONU Femmes, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), le Programme panafricain d'Oxfam, Plan International, "Christian Aid", Action contre la faim, "Urgent Action Fund Africa" (UAF) et "Action Aid" et d'autres parties prenantes, continueront de travailler à rendre



la ZLECAf plus sensible au genre et surveiller sa mise en œuvre et son impact sur les femmes en Afrique.



La réunion de coordination du réseau avec les CERs évaluera les progrès et partagera les meilleures pratiques dans la mise en œuvre des décisions de l'UA et la promotion des droits et de l'autonomisation des femmes conformément aux groupes thématiques du réseau GIMAC, reflétant les principaux thèmes abordés dans la Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique (SDGEA). Ces groupes sectoriels sont : l'Autonomisation Economique, l'Education, la Gouvernance, la Santé, les Droits de l'Homme, la Paix et la Sécurité et les problèmes émergents, y compris le Changement Climatique.

Le 5ème engagement stratégique du GIMAC proposé avec l'UA, les CERs et les partenaires se tiendra à Nairobi, au Kenya, du 13 au 15 juillet 2023. L'événement réunira diverses parties prenantes, notamment les membres du réseau GIMAC, les organes et institutions de l'UA, les CERs, les agences des Nations Unies, les agences de développement partenaires, secteur privé, universités,

médias et acteurs de la société civile. Les délibérations porteront sur la promotion de politiques et de pratiques commerciales sensibles au genre en Afrique, en veillant à ce qu'aucune femme ne soit laissée pour compte dans le commerce

II. Contexte et justification

Le commerce est un puissant moteur de croissance économique et de développement en Afrique. Selon la Banque mondiale, la ZLECAf a le potentiel d'augmenter le commerce intra-africain de 81 %, de sortir 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté et d'augmenter les revenus de l'Afrique de 450 milliards de dollars d'ici 2035. La ZLECAf peut également améliorer l'intégration régionale, renforcer la solidarité et favoriser la paix et la sécurité.

Cependant, le commerce n'est pas neutre en termes de genre. Le commerce affecte différemment les hommes et les femmes en fonction de leurs rôles, responsabilités, ressources, droits et risques. Par conséquent, les politiques et pratiques commerciales doivent être sensibles au genre, c'est-à-dire qu'elles tiennent compte des

différents besoins, préférences, contraintes et opportunités des femmes et des hommes, et visent à réduire les inégalités entre les sexes et à promouvoir l'autonomisation des femmes.

Cependant, les politiques et pratiques commerciales sensibles au genre ne sont pas encore répandues en Afrique. Malgré l'existence de divers cadres et engagements régionaux et internationaux sur l'égalité des sexes et le commerce, tels que la Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique (SDGEA), le Protocole de Maputo, le Programme d'Action de Pékin, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et les objectifs de développement durable (ODD), il y a encore un manque de données, d'analyse, de sensibilisation, de capacité et de volonté politique pour intégrer le genre dans la formulation et la mise en œuvre des politiques commerciales. De plus, il y a un manque de participation effective et de représentation des femmes et des organisations de femmes dans les négociations commerciales et les processus décisionnels.

La pandémie de COVID-19 a encore exacerbé les écarts entre les sexes et les vulnérabilités existantes dans le commerce. La pandémie a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales, réduit les flux commerciaux, augmenté les coûts commerciaux et touché divers secteurs qui emploient un grand nombre de femmes, comme le tourisme, le textile, l'habillement et l'agriculture. La pandémie a également alourdi le fardeau du travail non rémunéré pour les femmes, réduit leur accès aux soins de santé et aux services d'éducation et les a exposées à des risques plus élevés de violence et d'abus. En outre, la pandémie a mis en évidence la fracture numérique qui limite l'accès des femmes à l'information, à la communication, à la technologie et aux opportunités de commerce électronique. En outre, les femmes vivant dans des zones de conflit sont également confrontées à de multiples défis dans la mise en œuvre de politiques commerciales telles que la ZLECAf. Le conflit actuel au Soudan a eu un impact dévastateur sur les femmes et les filles, qui font partie des groupes les plus vulnérables en période de bouleversements violents partout

dans le monde. Les femmes et les filles déplacées par les combats au Soudan risquent d'être violées et utilisées comme arme de guerre ou d'être la proie de trafiquants d'êtres humains, ce qui est encore exacerbé par le commerce transfrontalier.

x x x x x x
x x x x x x
x x x x x x
x x x x x x
x x x x x x
x Par conséquent, il est urgent que le réseau GIMAC s'engage stratégiquement avec l'UA, les CERs et d'autres partenaires concernés pour garantir que l'égalité des sexes et les droits des femmes soient intégrés dans la mise en œuvre de la ZLECAf. Cela nécessitera une approche globale et multisectorielle qui comprend l'amplification des voix des femmes marginalisées, telles que les femmes soudanaises, afin de répondre aux besoins de la société civile et qui aborde à la fois les opportunités et les défis que la ZLECAf présente pour les femmes en Afrique. Cela nécessitera également un solide rôle de plaidoyer et de suivi pour le réseau GIMAC afin de tenir les gouvernements responsables de leurs engagements et obligations conformément aux divers instruments nationaux, régionaux et internationaux sur l'égalité des sexes et le commerce.

III. Objectifs

Les principaux objectifs de la 5ème réunion stratégique du GIMAC sont :

1. Accroître la sensibilisation et les connaissances sur les dimensions de genre de la ZLECAf et comment elles affectent les droits humains des femmes et l'autonomisation des femmes en Afrique, et partager des stratégies et des outils efficaces pour accélérer l'intégration du genre dans la mise en œuvre de la ZLECAf, plus particulièrement dans les zones de conflit.
2. Identifier et traiter les principaux problèmes, défis, opportunités, meilleures pratiques et recommandations pour l'intégration du genre dans la mise en œuvre de la ZLECAf aux niveaux national, régional et continental, et suivre et évaluer les progrès et l'impact des politiques et pratiques commerciales sensibles au genre en Afrique.
3. Renforcer la capacité et la coordination des membres du GIMAC et d'autres acteurs de la société civile pour plaider en faveur de politiques et de pratiques commerciales sensibles au genre en Afrique, et soutenir leur

participation active et leur influence dans les processus et mécanismes de mise en œuvre de la ZLECAf.

- XXXXXX
4. Renforcer le dialogue et le partenariat entre les membres du GIMAC et d'autres parties prenantes telles que les organes et institutions de l'UA, les CERs, les agences des Nations Unies, les partenaires au développement, le secteur privé, les universités, les médias et d'autres acteurs de la société civile sur les questions de genre et de commerce en Afrique, et mener des actions et initiatives communes pour accélérer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le commerce.

IV. Résultats attendus

Les résultats attendus de la réunion sont :

- Une compréhension commune et un consensus sur les dimensions du genre de la ZLECAf et ses implications pour les droits et l'autonomisation des femmes en Afrique au sein des membres du GIMAC et d'autres parties prenantes, comme en témoigne une conclusion ou une déclaration conjointe adoptée à la fin de l'événement.
- Un ensemble de recommandations concrètes et réalisables pour l'intégration du genre dans la mise en œuvre de la ZLECAf aux niveaux national, régional et continental, sur la base de recherches factuelles et de meilleures pratiques, comme documenté dans un rapport ou une note d'orientation diffusé aux acteurs concernés dans les trois mois suivant l'événement.
- Un réseau renforcé et un mécanisme de coordination entre les membres du GIMAC et d'autres acteurs de la société civile pour plaider en faveur de politiques et de pratiques commerciales sensibles au genre en Afrique, comme en témoigne un plan d'action conjoint ou une stratégie élaborée et mise en œuvre dans les six mois suivant l'événement.
- Un dialogue et un partenariat renforcés entre les membres du GIMAC et d'autres parties prenantes telles que les organes et institutions de l'UA, les CERs, les agences des Nations Unies, les partenaires au développement, le secteur privé, les universités, les médias et d'autres acteurs de la société civile sur les questions de genre et de commerce en Afrique, comme



Améliorer l'accès des femmes aux technologies et aux compétences numériques, promouvoir le commerce électronique et les opportunités commerciales numériques.



indiqué par un protocole d'accord ou accord de coopération signé ou renouvelé dans l'année qui suit l'événement.

V. Thèmes proposés

Les sujets proposés pour le 5ème engagement stratégique du GIMAC avec l'UA, les CERs et les partenaires sur le thème de l'année de l'UA « Accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf » sont :

- **Intégration du genre dans la mise en œuvre de la ZLECAf:** cadres politiques, stratégies, outils, indicateurs et meilleures pratiques aux niveaux national, régional et continental.
- **Facilitation du commerce sensible au genre :** s'attaquer aux barrières non



tarifaires, améliorer l'infrastructure commerciale, simplifier les régimes commerciaux, promouvoir la coopération transfrontalière et tirer parti des technologies numériques pour les femmes commerçantes.



- **Commerce de marchandises sensible au genre** : renforcer la participation et la compétitivité des femmes dans les chaînes de valeur, promouvoir la valeur ajoutée et la diversification, garantir l'accès au marché et les préférences, et protéger les moyens de subsistance et les droits des femmes dans des secteurs tels que l'agriculture, le textile, l'habillement, l'artisanat, la paix et la sécurité etc.
- **Commerce des services sensibles au genre** : améliorer l'accès des femmes à des services de qualité tels que les soins de santé, l'éducation, les finances, les transports, etc., garantir des normes et réglementations de qualité, promouvoir l'accès au marché et les préférences, et protéger les droits et intérêts des femmes dans des secteurs tels que la santé soins, éducation, tourisme, TIC, etc.
- **Commerce sensible au genre dans l'économie numérique** : améliorer l'accès des femmes aux technologies et aux compétences numériques, promouvoir le commerce électronique et les opportunités commerciales numériques, assurer la protection des données et la confidentialité, et lutter contre la fracture numérique et l'écart entre les sexes dans le secteur des TIC.
- **Commerce sensible au genre et développement durable** : assurer la durabilité environnementale et sociale du commerce, dans le contexte d'un conflit, promouvoir l'économie verte et la résilience climatique, faire face aux impacts commerciaux de la COVID-19 sur les femmes et aligner le commerce sur l'Agenda 2063 et ODD / Mise à jour sur la Convention de l'Union africaine sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles
- **Services d'éducation sensibles au genre** : cela comprend l'amélioration de l'accès des femmes à une éducation de qualité et la protection des droits et intérêts des femmes et des filles dans le secteur de l'éducation. Cela nécessite l'établissement, le financement et le maintien de normes et de réglementations de qualité pour les établissements d'enseignement, facilitant l'accès au marché et les préférences pour les initiatives éducatives



dirigées par des femmes, et promouvant l'égalité des sexes dans les opportunités d'éducation. En nous concentrant sur une éducation sensible au genre, nous pouvons autonomiser les femmes en leur fournissant les compétences et les opportunités nécessaires pour obtenir un accès égal à un travail et à des services commerciaux de qualité, leur permettant d'accéder à des opportunités économiques plus larges, de prendre conscience de leur rôle et de contribuer à la société dans divers secteurs, y compris, soins de santé, tourisme, TIC, entreprises, universités, politique et au-delà.

- **L'impact des conflits sur la ZLECAf** : Nous examinerons ici l'impact des conflits sur l'actualisation de la ZLECAf en Afrique en utilisant les dynamiques de conflit actuelles, nous écouterons les voix des femmes du Soudan sur leurs expériences du conflit. Cela nous permettra de nous interroger sur la façon dont le paysage actuel de la construction de la paix continue à perpétuer le pouvoir patriarcal qui promeut la construction de la paix militarisée qui continue à maintenir des relations de pouvoir inégales qui maintiennent les femmes à l'écart des processus de paix. La présentation articulera des recommandations sur ce qui est nécessaire pour garantir que les femmes soudanaises soient incluses dans les pourparlers de paix en cours.

VI. Structure proposée

La structure proposée de la réunion stratégique est la suivante :

- Un événement de trois jours composé de sessions plénières, de tables rondes et de séances de réseautage,
- Des célébrations alignées sur Maputo @20
- Une approche participative et interactive qui encourage le dialogue, l'échange de points de vues, le partage d'expériences et l'identification des meilleures pratiques et recommandations parmi les membres du réseau GIMAC et les autres parties prenantes.
- Une représentation équilibrée entre les sexes des orateurs, modérateurs, animateurs et participants de toute l'Afrique, de divers secteurs et horizons.





VII. Participants proposés

Les participants proposés à la réunion sont :

- 
- Représentants des organisations membres du GIMAC de divers groupes thématiques et régions.
 - Des représentants d'organes et d'institutions de l'UA tels que la Commission de l'UA (CUA), l'Agence de Développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD), la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des peuples, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), le Parlement panafricain (PAP).
 - Des représentants de CERs telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), (Genre et secteur privé représentants des CERs).
 - Représentants d'agences des Nations Unies telles que ONU Femmes, Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme.
 - Partenaires au développement tels que Oxfam Pan Africa Program, Plan AULO, Action Contre la Faim.
 - Représentantes des femmes soudanaises
 - Institutions de recherche telles que le Centre Africain de Recherche sur la Population et la Santé
 - Secteur privé tel que "MSD for Mothers".

VIII. Rencontres importantes

- **19 juin au 04 Juillet 2023** - RPC Addis Ababa
- **10 - 11 Juillet 2023** - Maputo @20 Réunion de haut niveau Kenya
- **13 Juillet 2023** - 10e formation au plaidoyer des jeunes femmes Kenya
- **14-15 Juillet 2023** #5GIMACRECSMeeting, Kenya
- **13- 14 Juillet 2023** Conseil exécutif , Kenya
- **16 Juillet 2023** Assemblée -Kenya, Complexe des NU à Gigiri
- **17 - 20 juillet 2023** Conférence "Women Deliver" Kigali, Rwanda



Références

- Données et statistiques pour des politiques commerciales plus sensibles au genre en Afrique, dans le Caucase et en Asie centrale. CNUCED, CEA et CEE. 2021. <https://unctad.org/project/data-and-statistics-more-gender-responsive-trade-policies-africa-caucasus-and-central-asia>
- Autonomisation des femmes dans le commerce | ONU Femmes - Afrique. <https://africa.unwomen.org/en/what-we-do/womens-economic-empowerment/empowering-women-in-trade>
- Inégalités entre les sexes et commerce en Afrique: changer les récits https://www.researchgate.net/publication/339509009_Gender_Inequality_and_Trade_in_Africa_Changing_the_Narratives_through_the_African_Continental_Free_Trade_Area_Agreement_AfCFTA_A_Case_Study_of_Nigeria
- Considérations politiques pour l'égalité des sexes et l'AfCFTA. Parshotam, A. 2019. <https://www.africaportal.org/features/policy-considerations-gender-equality-and-afcfta/>
- Commerce, genre, femmes - Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/en/topic/trade/brief/trade-and-gender> Consulté le 30/03/2023 ..
- Les femmes dans le commerce des services : participation et appropriation, un focus sur l'Afrique subsaharienne. Van der Nest, G. 2017. <https://www.tralac.org/publications/article/12561-women-in-services-trade-participation-and-ownership-a-sub-saharan-african-focus.html>



ORGANISÉ PAR



CONVENE • ENGAGE • INFLUENCE



Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique



NATIONS UNIES DROITS DE L'HOMME HAUT-COMMISSARIAT

AVEC LE SOUTIEN DU COMITÉ DE PILOTAGE DU RÉSEAU GIMAC



Femmes Africa Solidarité



FAWE Forum for African Women Educationalists Forum des éducatrices africaines



The African Women's Development and Communication Network



Women's International Peace Centre Amplifying Women's Voice and Power

#5 MÉCÈNES & PARTENAIRES DU GIMAC



MSD for Mothers



x x x x x x
x x x x x x

x x x x
x x x x
x x x x
x x x x

x x x x x x
x x x x x x

